


CUBA FACE AU BLOCUS

COMPRENDRE, RÉSISTER, AGIR

A low-angle photograph of a woman with dark curly hair, wearing a blue and white shirt, holding a Cuban flag. She is surrounded by several other Cuban flags, which are red, white, and blue with a five-pointed star in the center. The background is a bright, clear sky.

Compilation des interventions qui ont eu lieu durant la table ronde
« *Cuba, Venezuela, Palestine* » lors de l'initiative en
solidarité avec Cuba socialiste le 19 avril 2026

Table des matières

Introduction	5
Cuba : une révolution « impardonnable » face à l'impérialisme	7
Solidarité avec Cuba : défendre un système de santé menacé par le blocus	10
Cuba, Venezuela et la résistance face à l'impérialisme	13
Nuestra América : un convoi de solidarité vers La Havane	16
Solidarité révolutionnaire : Palestine et Cuba face à l'impérialisme	21

CUBA FACE AU BLOCUS

COMPRENDRE, RÉSISTER, AGIR

INITIATIVE DE SOLIDARITÉ AVEC CUBA
PARIS, 19 AVRIL 2026

Introduction

Cuba vivra ! Journée de solidarité avec Cuba du 19 avril : 2500 euros récoltés ! 30.000 euros au total pour Cuba !

Le 19 avril 2026, à l'occasion de l'anniversaire de la victoire de la baie des cochons, la section Paris-IDF de l'URC ainsi que la JC, l'association Résistance et solidarité, Wiphala et le collectif Les Amis de la révolution bolivarienne ont organisé une journée de solidarité avec Cuba pour récolter des fonds afin d'envoyer un container de matériel médical à l'hôpital pédiatrique de Santiago de Cuba.

Les fonds seront utilisés pour rouvrir le service de pneumologie pédiatrique, qui manque de mobilier et d'équipements de base pour fonctionner. Le blocus économique des États-Unis est la première cause d'hospitalisation infantile à Cuba (près de 50 % des admissions dans cet hôpital). Les 2 500 euros ne représentent qu'une petite partie du montant total récolté par Résistance Solidarité, soit 30 000 euros, qui serviront à améliorer la qualité de vie des 322 944 enfants de la province de Santiago de Cuba.

Vide-grenier, concerts, restauration, cours de salsa, table ronde, etc. : plus de 400 personnes ont participé à cette journée et nous ont permis de compléter la cagnotte pour le container !

Alors que l'impérialisme occidental dominé par les USA durcit son offensive en direction des pays résistant à leur domination afin de maintenir une hégémonie politique, économique et culturelle de plus en plus remise en cause sur le reste de la planète, soutenir les peuples en lutte est plus que jamais une priorité pour le camp anti-impérialiste.

Selon l'organisation de santé The Lancet, les blocus économiques causent mondialement plus d'un demi-million de morts, soit davantage que les conflits armés. Cependant, grâce à votre soutien et à la solidarité internationale, nous espérons, avec cette modeste contribution, améliorer les conditions matérielles des enfants de cet hôpital cubain.

Soutenir Cuba par tous les moyens, politiquement et économiquement, cette île résistante, l'étoile tutélaire de tant de combats de part le monde, le modèle - s'il en faut - de la possibilité d'une solidarité internationaliste concrète, si durement impactée par les nouvelles sanctions états-uniennes, avec la complicité de l'UE et de ses membres, est un des devoirs les plus sacrés de tout internationaliste conséquent.

Nous avons conscience que ces 2500 euros sont une goutte d'eau dans la mer mais le succès de cette journée, le nombre de participants et la détermination et la solidarité dont ils ont fait preuve nous donne l'énergie de poursuivre la lutte, afin d'aider le peuple cubain comme il nous a aidé, pour être, au cœur même de la bête impérialiste immonde, à la hauteur de notre tâche historique : affaiblir notre propre impérialisme !

Ce livret réunit l'ensemble des interventions qui ont eu lieu durant la table ronde « Cuba, Venezuela, Palestine », organisée pendant l'évènement.

La victoire ou la victoire !



Cuba : une révolution « impardonnable » face à l'impérialisme

Intervention de Viktor Dedaj, ancien responsable du site Le Grand Soir. Il a écrit l'ouvrage « Cuba sous embargo : paroles cubaines sur le blocus » (Delga, 2020)

L'auteur William Blum, dans son livre « Killing Hope » (publié en français sous le titre « Guerres Scélérates »), passe en revue toute une série d'interventions états-uniennes à l'étranger. Le chapitre consacré à Cuba s'intitule « la révolution impardonnable ». Tout est dit. Il est d'usage, y compris chez les militants communistes, de voir l'agressivité constante des États-Unis contre Cuba comme une réaction « compréhensible » à l'instauration d'un « régime communiste » à 150km de la Floride. Mais la chronologie ne ment pas. Le blocus économique contre l'île fut officiellement instauré en 1962 alors que le Parti Communiste Cubain fut créé en... 1964. Si le premier janvier 1959 est la date officielle de la Révolution Cubaine, en réalité il s'agit de la date de l'aboutissement de 150 ans de luttes quasi ininterrompues contre l'impérialisme et la naissance du « premier territoire libre de l'Amérique latine ». La révolution, elle, n'a commencé qu'après, sous une pression et avec une adhésion populaire immense, d'une telle ampleur que le gouvernement des États-Unis en a conclu que seul un « embargo » économique total pourrait, au mieux, en arriver au bout ou, au pire, limiter les répercussions de cet « exemple ».

150 ans de luttes et d'expériences accumulées laissent des traces. Et échapper à la convoitise historique du grand voisin du nord constituera le premier crime « impardonnable » de Cuba. S'ensuivront d'autres crimes tout aussi impardonnables comme l'expulsion de la mafia de leurs casinos, une réforme agraire, des nationalisations, une campagne d'alphabétisation, etc. Après quelques tâtonnements, la nature « socialiste » de la révolution sera déclarée par Fidel Castro devant une foule immense qui ne demandait que ça.

Un autre « crime impardonnable », moins connu, est l'immense solidarité que Cuba a offert partout dans le monde. Depuis les brigades médicales jusqu'aux interventions militaires en Afrique, dont celle en défense de l'An-

gola, nouvellement décolonisé, et agressé par l'Afrique du Sud et qui aboutira à la chute du régime d'apartheid. Nelson Mandela déclarera à ce sujet que l'intervention militaire cubaine est le seul exemple d'une armée étrangère qui est intervenue en Afrique et n'a ramené chez elle que des cercueils.

Lorsque Cuba envoie 40 000 médecins à l'étranger, c'est comme si la France envoyait plus de 200 000 médecins... A quoi ressemblerait une France qui enverrait plus de 200 000 médecins dans le tiers monde ?

En réalité, toute la gauche d'Amérique latine, et même au-delà, a une dette envers Cuba. Lorsque j'étais secrétaire général de l'association France-Amérique latine, j'avais fini par remarquer que pratiquement tous les militants réfugiés avaient une relation avec Cuba, une histoire à raconter. Je me suis demandé alors combien étaient-ils à avoir bénéficié de la solidarité cubaine. J'ai cherché mais je n'ai jamais trouvé le chiffre. Le mieux que j'ai pu obtenir, furent les réponses données par des responsables cubains lors d'une conférence à la Havane. Je leur ai posé directement la question « combien de réfugiés politiques est-ce que Cuba a accueillis depuis la Révolution? ». Après mûre réflexion, la réponse fut unanime: « aucune idée ». J'ai insisté. « Plus de 10 000? ». Ce qui provoqua des rires et la réponse « bien plus que ça ». J'ai encore insisté. « Plus de 100 000? ». Après quelques échanges entre eux, la réponse fut « C'est possible. Peut-être plus ».

Il y a deux manières de réagir à cet anecdote. La première, « à l'occidentale » serait de dire que la bureaucratie cubaine est tellement inefficace qu'elle est incapable de fournir une simple statistique. L'autre manière, la mienne, est de conclure que les Cubains, en matière de solidarité, ne se sont jamais posé les questions de qui, de combien, et à quel prix. Ils l'ont simplement fait - littéralement - sans compter.

Au bout d'une vie de militantisme, voici trois règles, ou principes, de la solidarité que je retiens :

- La solidarité doit être *sans conditions* (qu'il ne faut pas confondre avec une solidarité *inconditionnelle*...).

- La solidarité n'est pas « une révolution par procuration ». Lorsque nous sommes solidaires, nous sommes comme un public en train d'assister à un concert de Pink Floyd. Nous pouvons applaudir, encourager et transmettre notre énergie mais ce n'est pas nous qui jouons sur scène.

- La solidarité n'est pas une course de PMU. Nous ne parions pas sur des chevaux gagnants. Notre solidarité doit s'exprimer avec la même fermeté

aussi bien en temps de réussites qu'en temps d'échecs. Peut-être même plus en temps d'échecs...

L'écrivain uruguayen Mario Benedetti a dit que la réussite économique [c'est-à-dire matérielle] n'est pas une valeur éthique ou morale. D'ailleurs, si la « réussite économique » était le critère de jugement, nous serions solidaires d'un Bill Gates... Alors, aux propos de Mario Benedetti, j'ajouterai simplement qu'il y a des pains partagés, même secs, qui contiennent plus d'humanité que toutes les « bonnes oeuvres » d'un Bill Gates.

Solidarité avec Cuba : défendre un système de santé menacé par le blocus

Intervention de Olivier Le Roy, président de l'association Résistance & Solidarité

Chers amis, chers camarades,

Merci à l'ensemble des organisations politiques et associatives qui ont permis de faire de cet événement de solidarité avec Cuba un grand succès. Merci également à vous toutes et tous d'être venus si nombreux aujourd'hui.

Notre association, née à Marseille, avant d'essaimer ailleurs en France mène la bataille de la solidarité avec Cuba depuis 2018. En parallèle, nous soutenons également le peuple palestinien à travers l'appui aux infrastructures de santé de notre partenaire Awda dans la bande de Gaza.

Cette solidarité concrète, nous la menons dans le champ de la santé. Car la Révolution cubaine ce n'est pas seulement des slogans, c'est une réalité, qui pendant des décennies a su apporter un mieux vivre à tout un peuple et notamment aux plus déshérités, malgré le fait que Cuba est un pays relativement pauvre, aux ressources limitées et qui doit subir un blocus économique, commercial et financier.

Alphabétisation de masse, redistribution des logements et allongement de l'espérance de vie comptent parmi les réussites de la révolution cubaine.

La santé a été érigée en priorité nationale dès le lendemain de la Révolution, aussi parce qu'il fallait faire face à l'hémorragie de médecins, souvent issus de milieux aisés et qui de s'expatrièrent aux États-Unis. Cuba va ainsi devenir au fil des années l'un des pays formant le plus de médecins par habitants au monde, avec cette particularité qu'ils sont souvent issus de milieux relativement modestes, alors qu'ailleurs dans le monde les études de médecine se destinent bien souvent aux enfants des milieux privilégiés. Aujourd'hui l'île de la Caraïbe dispose du plus grand nombre de médecins par habitants au monde : environ 9,4 pour 1000 habitants là où la France en compte 3,3 et peine à lutter contre ses « déserts médicaux ». Si bien que Cuba a pu exporter ses médecins dans le monde entier, souvent dans les pays

dits du « Sud » mais pas seulement. Soit, de manière gratuite, à travers la brigade Henry Reeve pour répondre aux situations d'urgence : tremblement de terre en Turquie, virus Ebola en Afrique, Covid en Italie... Soit à travers des contrats entre d'État à État pour soutenir les systèmes de santé en difficulté comme l'accord pétrole contre médecins entre Caracas et La Havane.

« Des médecins, pas des bombes » disait Fidel Castro.

À Cuba, le système de santé révolutionnaire a été fondée autour de 3 piliers : la gratuité, l'universalité et la prévention. C'est notamment cet aspect « prévention », si souvent négligé dans nos sociétés occidentales, qui a permis à Cuba d'atteindre des indicateurs de santé proches des pays les plus développés. Car prévenir, c'est détecter des symptômes précoces et éviter qu'ils ne dégénèrent en maladie grave et entraînent des coûts de traitement importants pour un pays aux ressources déjà limitées.

À cela, il faut ajouter le développement du complexe de recherche médicale cubaine au début des années 1980 dont les différents centres sont rassemblés dans le complexe BioCubaFarma. Du premier pays au monde à avoir su stopper la transmission du VIH de la mère à l'enfant, au développement de ses propres vaccins contre le Covid, la recherche médicale cubaine s'est érigée à la pointe du « Sud » dans ce domaine. L'ONU, à travers l'Organisation Mondiale de la Santé a souvent pointé le fait que la généralisation du système de santé cubain aux pays dits « en développement » permettrait une amélioration notable de la santé au niveau mondiale.

« Nous souhaitons ardemment que tous les habitants de la planète puissent avoir accès à des services médicaux de qualité, comme à Cuba » disait Margaret Chan, alors directrice de l'OMS en 2014.

Mais la santé à Cuba n'échappe pas au renforcement du blocus états-unien, depuis le premier mandat de Trump, et est gravement menacée dans ses fondements mêmes avec l'instauration du blocus pétrolier contre l'île depuis la fin du mois de janvier. Depuis le 29 janvier, plus de 100 000 interventions chirurgicales ont été reportées et lorsque les coupures de courant se prolongent les personnels médicaux doivent même aller jusqu'à ventiler manuellement des patients pour leur fournir une assistance respiratoire. Ajoutés aux pénuries de médicaments qui se sont multipliées ces dernières années, empêchant par exemple d'effectuer les cycles de chimiothérapies correctement, les indicateurs de santé se dégradent de façon alarmante à Cuba. Le dernier taux de mortalité infantile communiqué est de 9,9 pour mille

naissances alors qu'il était encore inférieur à 5 pour mille il y a quelques d'années.

Dans ce contexte, il y a urgence à agir ! Par la mobilisation politique tout d'abord pour exiger la levée du blocus comme c'est le cas aujourd'hui. Par la mobilisation solidaire ensuite.

C'est dans ce cadre que depuis le 14 janvier, nous avons initié notre campagne de solidarité « Une brèche dans le blocus » qui vise en l'envoi d'un conteneur rempli de matériel médical pour l'hôpital pédiatrique Juan de la Cruz Martinez Maceira de Santiago de Cuba. Fruit d'une convention avec le Ministère de la santé publique de la province, cette campagne vise à soulager un peu les patients et personnels médicaux de l'hôpital et a dénoncé le blocus inhumain que les États-Unis font subir à 10 millions de personnes.

Cette campagne s'inscrit dans la continuité de celles réalisées pendant la pandémie de Covid, en partenariat avec d'autres organisations européennes, et qui avaient déjà permis l'envoi de nombreux matériel médicaux sur l'île.

C'est un défi logistique et financier mais avec votre aide, nous savons que nous y arriverons !

Cuba, Venezuela et la résistance face à l'impérialisme

Intervention de Wyna, militante à l'URC et aux Amis de la Révolution Bolivarienne

Bonjour, bon après-midi à tous, je m'appelle Wyna, je suis une militante palestino-vénézuélienne de l'URC et d'un collectif de soutien au Venezuela appelé Amis de la Révolution Bolivarienne. Voilà, aujourd'hui je suis ici pour donner un peu de contexte sur la situation du Venezuela, sachant que le 3 janvier dernier, il y a eu une attaque contre mon pays où, par des bombardements sur la population civile, on a enlevé le président élu du Venezuela, Maduro. Je ne vais pas nécessairement me concentrer sur l'histoire, mais je veux que nous partions du débat en ayant à l'esprit que le Venezuela, dans son histoire, comme celle de tout pays latino-américain, est un pays marqué par le pillage et l'extractivisme de la part des puissances occidentales. Les États-Unis ont été l'une de ces puissances, qui, avant l'arrivée de Chávez au pouvoir au Venezuela, considéraient le Venezuela comme une néocolonie.

Ce n'est pas étrange : les États-Unis ont une histoire de monopole et de contrôle sur l'Amérique latine, car ils ont construit leur richesse sur l'extraction de ses ressources et sa subordination. Je veux aussi que nous partions d'une base de familiarisation avec le mode opératoire états-unien et occidental. C'est toujours le même schéma. La doctrine Monroe, « L'Amérique aux Américains », a été actualisée pour ces moments : utiliser le narcotraffic comme excuse pour l'intervention des États-Unis en Amérique latine. Déjà en Irak en 2003, sous prétexte d'armes nucléaires de destruction massive, l'administration washingtonienne envahissait l'Irak. En Libye, ils ont assassiné Kadhafi avec des prétextes similaires, Thomas Sankara au Burkina Faso. Maintenant, ils essaient avec le Mexique sous prétexte des cartels et avec la Colombie. Et actuellement, dans la guerre la plus récente, en Iran, sous prétexte de sauver la démocratie et les droits des femmes, on tente de légitimer une intervention.

Les États-Unis comptent plus de 400 interventions militaires. C'est toujours le même schéma, mais nous tombons encore dans la même propa-

gande : autoritarisme, dictature, devoir d'intervenir dans la souveraineté des autres pays pour les droits de l'homme, répression, etc. Des milliers d'excuses médiatiques via une machinerie de guerre idéologique en ligne, comme si les pays occidentaux étaient meilleurs. Comme s'il y avait plus de démocratie dans la France de Macron, où ils ont voulu faire passer la loi Yodan, où ils tentent de criminaliser les militants pour la Palestine et où il y a des contrôles de profilage racial tous les jours à la gare du Nord. Pas un jour ici sans qu'un de mes amis ne soit contrôlé par la police.

Je ne viens pas ici pour dire qu'il n'y a pas de contradictions internes ou de problèmes au sein de certains pays du Sud global qui ont mené des révolutions pour s'affranchir du joug impérialiste occidental ou ont entrepris des réformes socialistes. Cuba, l'Iran, le Venezuela, la Corée du Nord, etc. Ils auront leurs problèmes. Ce sont des États imparfaits, comme tous les États. Mais ce sont des États constamment sabotés et criminalisés. Le point et le message les plus importants aujourd'hui sont que, aussi imparfaits que soient ces projets, la situation matérielle et politique actuelle exige notre soutien inconditionnel à ces révolutions qui, aujourd'hui même, font face au joug impérial.

S'opposer au gouvernement cubain, vénézuélien ou iranien en pleine attaque des États-Unis ne sert qu'à préparer le terrain à une invasion et à légitimer les actions des États-Unis dans ces pays. Nous ne pouvons pas être idéalistes. Nous devons comprendre que les intentions n'annulent pas les effets politiques de nos discours, camarades. C'est pourquoi il faut demander la libération de Maduro, soutenir l'Iran, Cuba.

Et le sujet de Cuba est important précisément en raison de l'événement où nous nous trouvons aujourd'hui. Après l'attaque du 3 janvier contre le Venezuela, la situation à Cuba s'est aggravée parce que Cuba dépendait du pétrole vénézuélien pour survivre. Ce fut une attaque stratégique non seulement contre le Venezuela mais aussi contre Cuba. C'est pourquoi aujourd'hui les États-Unis peuvent asphyxier Cuba si facilement à travers leurs sanctions.

Aujourd'hui, la contradiction principale est celle de la souveraineté des peuples et de leur autodétermination. Il est nécessaire que nous comprenions cela. Un exemple de comment la propagande ment, je pourrais en donner des milliers, mais je prendrai l'exemple des communes au Venezuela. Je suis sûre que peu de gens ici connaissent cela. Personne avec qui je parle

ici en France ne le sait. Les communes sont de petites communautés autogérées au Venezuela, nées sous le gouvernement de Chávez. Ce sont des organisations de voisins, de quartier, de paysans, d'autochtones et populaires qui ont leur propre microcosme socialiste. Ce sont des gens qui se réunissent et, par une démocratie directe par vote, décident directement comment résoudre et gérer leur propre communauté. Ils ont leurs propres boulangeries sociales, qui distribuent de la nourriture aux gens du quartier. Si un voisin a besoin qu'on lui répare sa douche, par exemple, ils s'organisent pour tout réparer eux-mêmes. Ils ont leurs propres systèmes de production et leurs mini-industries, leurs propres règles et leadership. Ces communes sont des projets soutenus financièrement par le gouvernement ; dans la constitution elle-même, si je ne me trompe pas, une subvention spécifique est stipulée, et l'État ne sert que de fournisseur de ressources pour que les quartiers s'organisent seuls. Il y a des tiers-lieux, des gymnases communautaires, etc.

Et notre rôle pour former un front anti-impérialiste est de comprendre que notre tâche est de saisir la conjoncture mondiale et de prendre des actions et des positions. Non pas dans la neutralité, mais dans le soutien inconditionnel à ces révolutions, et de comprendre que notre travail est d'attaquer depuis le ventre de la bête où nous nous trouvons, c'est-à-dire la France.

Nuestra América : un convoi de solidarité vers La Havane

Intervention de Sofia, militante à Potere al Popolo (Italie)

A Potere al Popolo, nous avons décidé de partir avec le Nuestra América Convoy. Notre organisation tire justement son nom des expériences historiques et actuelles des mouvements populaires et du protagonisme par le bas en Amérique latine : à Cuba, au Chili, au Venezuela...

Pour donner suite à un appel à briser le blocus impérialiste des États-Unis, 20 tonnes de matériel ont été collectées : médicaments, panneaux photovoltaïques et denrées alimentaires, acheminés à Cuba par voie aérienne et maritime.

Pourquoi cet étouffement ? Parce que les États-Unis ont décidé que Cuba est une menace pour eux et, plus généralement, pour le monde. Cuba représente depuis toujours un modèle de société différent, que, malgré des décennies d'impérialisme, ils ne parviennent pas à mettre à genoux : depuis 1959, elle résiste aux attaques.

Mais qu'est-ce que le bloqueo ? Ce sont des sanctions unilatérales qui limitent fortement un développement économique et social autodéterminé et souverain. Les entreprises qui vendent des produits à Cuba sont sanctionnées : par exemple, si une entreprise vend des seringues à Cuba et aux États-Unis, ces derniers bloquent son accès au marché américain. L'entreprise peut continuer, mais sous pression. C'est exactement cela, l'impérialisme. De la même manière, il y a des sanctions unilatérales contre les pays qui envoient du carburant à Cuba, en visant notamment le Mexique, devenu le premier fournisseur de pétrole de l'île après la saisie du président vénézuélien Maduro.

Cet impact commercial et politique crée un isolement — encore plus fort pour une île qui, depuis le 3 janvier, ne reçoit même plus une goutte de pétrole.

Le décret exécutif du 29 janvier a renforcé le blocus, frappant une situation déjà très difficile et précaire. Malgré cela, le peuple et le gouvernement résistent.

Pour nous, surtout la génération des années 2000, partir à Cuba a signifié non seulement participer pour une campagne de solidarité avec des médicaments et des panneaux, mais aussi une occasion de comprendre les effets et les bénéfices de la révolution, ce qu'est le socialisme, afin de mener un travail d'information à notre retour, face à la désinformation totale diffusée par les médias contre Cuba.

Une Cuba socialiste réelle — pas une carte postale — mais une politique et une société qui, avec toutes les contradictions qui peuvent exister, mettent l'être humain au centre.

Nous sommes allés visiter des hôpitaux pour apporter les médicaments collectés : un modèle de santé efficace, sûr et gratuit. Nous avons visité un service d'oncologie où l'on nous a expliqué les difficultés, notamment liées au marché : la perversion de l'impérialisme, comme dans le cas des seringues, rend les processus plus compliqués. Très souvent, un achat qui était auparavant effectué directement auprès d'une entreprise ou d'un pays doit passer par des intermédiaires, ce qui complique encore davantage la procédure. Il en va de même pour l'achat d'équipements médicaux. Cela entraîne un manque d'accès à des produits qui sauvent des vies.

Malgré cela, nous avons visité l'Institut Finlay, où le vaccin a été produit. Grâce à ce vaccin auto-produit, 98 % de la population a finalement été vaccinée. Bien que Cuba ne soit pas un pays industrialisé, il a atteint des niveaux d'indice de développement humain reconnus par les Nations Unies équivalents à ceux des pays occidentaux et industrialisés, parfois même supérieurs : l'espérance de vie à Cuba est plus élevée qu'aux États-Unis, bien qu'il s'agisse d'un pays du tiers monde. La mortalité infantile est également très faible, tandis que l'espérance de vie aux États-Unis est plus basse. Ils parlent de « résistance créative » : résister à l'empire tout en poursuivant le processus socialiste.

Question culturelle : l'alphabétisation — l'éducation au centre du processus révolutionnaire.

Dans la lignée de José Martí, l'éducation est une arme pour la connaissance. Dans ce cadre, la révolution a mené une campagne d'alphabétisation qui, en deux ans, a permis d'alphabétiser la majorité de la population. Les femmes ont été les principales actrices de ce processus.

Justement, un point important concerne le rôle des femmes et les droits civiques, souvent mal compris de l'extérieur. La conception cubaine de l'al-

phabétisation ne signifie pas seulement savoir lire et écrire, mais surtout devenir des sujets conscients et protagonistes d'un processus politico-social de transformation radicale.

Nous nous sommes rendus à la Casa CENESEX, un centre national d'éducation sexuelle situé au cœur de La Havane, né de l'impulsion populaire du processus révolutionnaire, portée en particulier par la Fédération des femmes cubaines, voulue par Fidel Castro et dirigée par Vilma Espín, militante révolutionnaire ayant participé au Mouvement du 26 juillet.

Grâce à Mariela Castro — fille de Raúl Castro et de Vilma Espín — nous avons appris le rôle des comités de quartier et des dynamiques par le bas. L'avortement avait déjà été légalisé - Cuba fut un des premiers pays au monde à l'inscrire dans la loi en 1965 - attirant des femmes de toute l'Amérique latine et des États-Unis. Cuba est aussi un des pays avec la plus forte représentation féminine au Parlement.

Ce parcours conduit jusqu'à l'adoption du nouveau Code de la famille en 2022 : malgré les résistances, le mariage entre personnes de même sexe a été approuvé par référendum, à travers un vaste débat populaire animé par des comités et des assemblées. Cela témoigne d'une progression de la société — d'un changement social — sans retour en arrière, différemment de certaines social-démocraties.

Solidarité internationaliste dans le monde entier : la révolution cubaine a aussi toujours soutenu les luttes anticoloniales. En 1975, des combattants cubains sont allés en Angola pour lutter contre l'apartheid Sud-africain qui cherchait à s'emparer du pays. A partir de 1990, des médecins cubains ont soigné plus de 25 000 enfants ukrainiens et biélorusses victimes des radiations de la catastrophe de Tchernobyl. Et lors de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (2014-2015), Cuba a joué un rôle majeur en envoyant plus de 250 médecins et infirmiers hautement spécialisés, notamment en Sierra Leone. Cette contribution a été reconnue par l'OMS comme la plus importante parmi les nations engagées, avec un fort engagement dans le traitement direct des patients. Encore, en 2005, après un ouragan en Amérique centrale, a été créée la brigade Henry Reeve, celle-là même qui interviendra ensuite en Italie pendant la pandémie de Covid-19.

Encore aujourd'hui, en Europe — surtout en Italie mais aussi en France — on a vu cette solidarité à l'œuvre : pendant le Covid, alors que les hôpitaux italiens, notamment dans le Sud, étaient sur le point de s'effondrer

à cause de politiques néolibérales menées tant par des gouvernements de gauche que de droite, les médecins cubains sont arrivés avec leurs brigades. Aujourd'hui encore, environ 400 médecins cubains travaillent en Calabre en assurant le fonctionnement de la Santé publique dans une région où les services publics sont lourdement sous-financés et les calabrais n'arrivent pas à se soigner : la solidarité du socialisme cubain comble les failles du désastre social des prétendues « démocraties libérales ». Mais ils sont menacés par le gouvernement de Giorgia Meloni, sous pression de Donald Trump. Et pourtant, on continue de présenter Cuba comme une menace nationale.

Nous devons donc défendre Cuba socialiste comme une alternative au capitalisme, nous devons nous en inspirer.

Sous la pression exercée par Trump : coupures d'électricité constantes, difficultés à trouver des produits de première nécessité, pénurie de médicaments, de nourriture et de matières premières.

Il existe sans doute des contradictions : aucun gouvernement n'est parfait, surtout dans de telles conditions. Depuis le 3 janvier, pas une goutte de pétrole n'entre dans le pays ; un décret exécutif qualifie Cuba de menace. Mais quelle menace ? De quelle manière ? Uniquement sur le plan politico-idéologique.

La seule véritable menace, c'est l'impérialisme. Aleida Guevara, que nous avons rencontrée, nous a dit que s'il y a des erreurs, ce ne sera pas Trump qui les corrigera, et que ce n'est pas à nous de donner des leçons aux Cubains ni à leur gouvernement dans une situation pareille. La majorité des gens est prête à mourir pour la révolution. Comme le disait le Che : « nous sommes des hommes et des femmes, et nous faisons des erreurs — et parfois, ces erreurs sont difficiles à identifier ».

Surtout, il n'existe pas de manifestations de masse à Cuba contre le gouvernement. Les protestations qui existent ne visent pas le gouvernement en soi, mais des problèmes concrets comme les coupures d'électricité, ou le fait que plus de 11 000 enfants attendent des soins.

Les médias occidentaux utilisent ces événements pour en faire des instruments de manipulation, ce qui provoque une forme de désaffection.

De la même manière que nous n'avons jamais cessé de parler de la Palestine et de la complicité de nos gouvernements occidentaux, nous ne cessons jamais de parler de Cuba. C'est le seul moyen de désigner le véritable responsable de l'asphyxie que subit l'île.

Nos gouvernements ont abandonné Cuba, mais nous ne nous soumettrons jamais au diktat des États-Unis !

Cuba sí, bloqueo no ! Cuba sí, yankee no !

Solidarité révolutionnaire : Palestine et Cuba face à l'impérialisme

Intervention de Dalal, militante à l'URC

Pour aborder la question de la Palestine, il est impératif de rappeler le contexte de son morcellement, afin de ne pas céder aux sirènes de la propagande impérialo-sioniste qui s'efforce de faire passer cette séquence historique coloniale pour une fatalité inéluctable. Ce faisant, nous nous opposons à la stratégie d'écriture impérialiste et coloniale de l'Histoire.

Le 29 novembre 1947, alors que la Palestine était encore sous le joug du mandat britannique, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte la fameuse résolution 181, qui préconise le "partage" de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre "arabe". Évidemment, les peuples autochtones n'avaient aucune voix au chapitre, leur opinion étant totalement exclue.

Dès lors, un feu vert est donné aux groupes terroristes tels que la Haganah et l'Irgoun, jusqu'à la création de la non moins terroriste armée coloniale sioniste, pour traquer, expulser et massacrer les Palestiniens, éradiquant quiconque s'opposait à cette entreprise. Cet épisode sombre de la genèse de l'entité sioniste coïncide avec le début des massacres de masse infligés aux Palestiniens, connu en arabe sous le terme "Nakba", signifiant "la catastrophe". Depuis 1948, cette tragédie est commémorée chaque année autour du 15 mai dans le monde entier. Nous sommes en présence d'un nettoyage ethnique et d'un génocide avérés, comme en témoignent des archives qui, progressivement, révèlent des massacres de villes et de villages entiers, tel que celui de Deir Yassin, perpétré par l'Irgoun, sous la direction de Menahem Begin, futur Premier ministre de l'entité sioniste, durant la nuit du 9 au 10 avril 1948. Dans cette atrocité, hommes, femmes, vieillards, enfants, bébés, et même des animaux, furent froidement abattus ou brûlés vifs dans leur sommeil. Les survivants de cet holocauste furent chassés, déportés dans des conditions inhumaines, leurs terres et leurs foyers confisqués, tandis que ceux qui osaient s'opposer subissaient torture et exécutions sommaires.

Les récents événements de génocide à Gaza ont mis en lumière la brutalité des massacres infligés aux Palestiniens depuis la Nakba. Ils ont également révélé la réalité des prisons sionistes et le traitement arbitraire et ségréga-

tionniste réservé aux prisonniers/otages palestiniens. L'État colonial sioniste, que les bailleurs impérialistes présentent comme "la seule démocratie du Moyen-Orient", pratique systématiquement la torture, le viol et toutes les atrocités sadiques inimaginables sur ces otages, qui sont souvent détenus sans inculpation ni procès, qu'ils soient hommes, femmes, enfants ou vieillards, sans aucune distinction. Un régime sioniste accusé d'apartheid, visé devant la CIJ au titre de la Convention sur le génocide, et engagé dans la dépossession en toute impunité, ne peut pas être qualifié de « démocratie » : c'est un projet colonial de peuplement.

La centralité de la question palestinienne réside dans sa persistance depuis 78 ans. Elle expose les mécanismes de domination impérialiste et révèle une résistance populaire qui traverse le temps. Elle dévoile les dispositifs mis en œuvre à travers le monde pour asservir les peuples et s'appropriier leurs ressources et leurs terres.

En Asie occidentale, l'agression actuelle contre l'Iran, le Liban, le Yémen, et d'autres nations, rappelle la destruction de l'Irak, de la Libye, du Soudan, de la Syrie, et s'inscrit dans un projet impérialo-sioniste connu sous le nom de "grand Moyen-Orient", visant à dominer un espace qui s'étend du Maghreb à la Mauritanie, jusqu'au Pakistan et à l'Afghanistan, en passant par la Turquie, le Machrek et l'ensemble de la péninsule arabique.

Les agressions subies par les pays d'Amérique latine relèvent de cette dynamique de domination impérialo-sioniste, qui, pour écraser toute résistance, impose des blocus économiques mortifères, tel que celui de Cuba qui dure depuis 60 ans, ou celui de l'Iran depuis 45 ans, avant de recourir à la violence militaire sous le prétexte de "promouvoir la démocratie".

Le récit sur ces « missions civilisatrices » s'inscrit dans une propagande médiatique habilement orchestrée par une classe dominante contrôlant les principaux médias et ayant des intérêts économiques dans tous les secteurs liés à la domination néocoloniale.

Le lien entre les gouvernants des pays impérialistes et les possédants des moyens de production, les grands industriels et les médias, est si étroit que toute voix dissidente devient un danger à éliminer. La répression des opposants à l'ordre établi, tant dans les pays impérialistes en général que spécifiquement en France, fait partie intégrante de ces projets, visant à étouffer les contestations populaires et les luttes sociales des classes défavorisées, souvent assimilées à du terrorisme ou à de l'antisémitisme, stigmatisant ainsi des

pans entiers de la population issue de l'histoire coloniale pour justifier leur muselage et leur asservissement.

Pour conclure, je souhaite rappeler les mots de Ho Chi Minh, qui comparait l'impérialisme à une pieuvre étendant ses tentacules à travers le monde. Il nous appartient, là où nous sommes, de frapper le tentacule le plus proche pour l'arracher, contribuant ainsi à affaiblir la bête jusqu'à sa défaite totale. En tant que révolutionnaires, nous devons nous opposer à la propagande médiatique qui nous impose une guerre sémantique insidieuse, qui utilise une terminologie coloniale, et qui va jusqu'à assassiner des journalistes, écrivains, poètes, artistes ou militants porteurs d'un discours subversif. Nous devons également lutter contre l'impérialisme local, quelle que soit notre localisation dans le monde occidental, et relier la lutte contre l'impérialisme post-colonial aux luttes internes d'oppression des classes laborieuses.

La victoire des classes laborieuses dans les centres impérialistes dépend étroitement de la libération des peuples opprimés et colonisés car les fortunes de la classe possédante repose en grande partie, sur le pillage des pays du sud. Sans la destruction de cette domination impérialiste, il ne peut y avoir de véritable émancipation des masses populaires en occident, dont la paupérisation est intrinsèquement liée à l'exploitation systématique des ressources et des travailleurs des nations colonisées. Ainsi, la lutte pour la justice sociale et économique doit s'articuler autour de l'internationalisme prolétarien, reliant les luttes des opprimés du Sud à celles des classes laborieuses du Nord, car seule la solidarité véritable entre ces luttes pourra faire vaciller les fondements du capitalisme et de son stade ultime, l'impérialisme.



NON AU BLOCUS
CONTRE CUBA SOCIALISTE

 **URC**